

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 16 octobre 2024

Objet n° 13 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Frederic Nimal, Bourgmestre ff-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Mohamed Echouel, Echevin; Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, Echevine; MM. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Mme Cécile Jodogne, MM. Emin Ozkara, Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, M. Hasan Koyuncu, Mme Done Sonmez, M. Matthieu Degrez, Mmes Leila Lahssaini, Fatima Ben Abbou, MM. Abdelhakim El Karaoui, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, MM. Cedric Mahieu, Elyass El Yakoubi, Mamadou Bah, Quentin Vanbaelen, Maxime Baudaux, Mme Marie Gervais, MM. Anthony Baert, Anton Schuurmans, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Echevine; M. Michel De Herde, Echevin; MM. Sadik Koksall, Ibrahim Donmez, Mme Lorraine De Fierlant, M. Taoufik Ben Addi, Mmes Claire Geraets, Lucie Petre, Emel Dogancan kotaoglu, MM. Hamza Boukhari, Yuri De Belder, Didier Schiffeleers, Mme Ange-Raissa Uzanziga, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: M. Matthieu Degrez, Conseiller communal.

#Objet : Règlement de police organisant les autorisations et les conditions d'exploitation des magasins de nuit, des bureaux privés de télécommunication et des librairies-presse - Modification - Approbation #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 22 voix contre 8 et 2 abstention(s). Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117, 119, 135, § 2 et 137bis, de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 7 du Décret des 2-17 mars 1791, dit « décret d'Allarde », remplacé par les articles II.3 et II.4 du Code de droit économique ;

Vu les articles 6, c), 6, d), 16 et 18 de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services ;

Vu le Plan régional d'affectation du sol (P.R.A.S.) ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs ;

Vu l'Arrêté royal du 17 février 2022 qui fixe les contours de l'activité complémentaire exercée par les librairies ;

Vu le Règlement général de Police commun aux 19 Communes bruxelloises;

Vu l'arrêt du CE n° 231.202 du 12 mai 2015 ;

Vu le principe de proportionnalité entre mesures de police et restrictions à la liberté de commerce et d'industrie ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publique dans les rues, lieux et édifices publics ;

Considérant que conformément à l'article 18 § 1^{er} de la loi du 10 novembre 2016 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services : « un règlement communal peut soumettre tout projet d'exploitation d'un magasin de nuit, d'un bureau privé pour les télécommunications, d'une des unités d'établissement visées à l'article 16, § 2, alinéa 1er, a) et b), ou d'un centre de plaisir pour adultes à une autorisation préalable délivrée par le collège des bourgmestre et échevins de la commune où le magasin de nuit, le bureau privé pour les télécommunications, l'une des unités d'établissement visées à l'article 16, § 2, alinéa 1er, a) et b), ou le centre de plaisir pour adultes projeté sera exploité » ; que conformément à l'article 18, §2 de la loi susmentionnée, « ce règlement communal peut aussi sur base de la localisation spatiale et du maintien de l'ordre public, de la sécurité et du calme ou de la protection d'un public plus vulnérable, limiter l'implantation et l'exploitation, en ce compris les heures d'ouverture et de fermeture, des magasins de nuit, des bureaux privés pour les télécommunications et des unités d'établissement visées à l'article 16, § 2, alinéa 1er, a) et b), à une partie du territoire de la commune, sans que cela ne puisse conduire à une interdiction générale ou une limitation quantitative de ce type d'implantations sur le territoire de la commune » ;

Considérant que l'implantation de magasins de nuit et de bureaux privés pour les télécommunications dans des zones à forte concentration de logement est inopportune, vu les nuisances sonores, les troubles à l'ordre public et les ruptures dans le maillage commercial et urbanistique que ces commerces engendrent ;

Considérant les mesures de surveillance particulière et de contrôle spécifiques par les services de police qu'engendrent ces activités d'une part et ceux liés à davantage d'interventions des services communaux en matière de propreté et de sécurité publiques d'autre part ;

Considérant que ce genre d'établissements génère des nuisances importantes : arrivées et départs bruyants des clients, stationnements anarchiques aux abords, bouteilles cassées et autres déchets en pagaille dans les environs immédiats; que ces différents éléments justifient la mise en œuvre d'un système d'autorisation préalable et de contrôle continue;

Considérant qu'un excès des « phone shop » et des « night shop » nuit à la qualité et à l'attractivité du commerce sur le territoire et que cette spirale descendante doit être maîtrisée par des actions ciblées visant à modifier la diversité et la qualité des magasins ; que le présent règlement et en particulier les conditions et limitations d'ouverture ont été instaurées dans le but de réguler le nombre de ces établissements ;

Considérant que les dispositions de ce règlement de police tendent à lutter contre les nuisances et permettraient de mener une politique de police locale réfléchie dans les centres commerciaux ;

Considérant la nécessité d'opérer une balance des intérêts entre la tranquillité des riverains et la continuité d'une offre de

télécommunication en réponse à la demande des citoyens ;

Considérant l'utilité que représente l'accès à certains produits de nuit mais aussi l'importance d'un sommeil de qualité pour les riverains ;

Considérant que l'interdiction de vente de boissons alcoolisées au-delà de 23h00 se justifie de par les faits de désordres public constatés ; qu'il n'y a pas de discrimination avec les autres établissements qui vendent le même type de produits car, dans les cafés et restaurants, la consommation se fait sur place et que ces établissements sont soumis à différentes règles légales ; que le volume d'alcool contenu dans les boissons vendues dans les stations-services est limité à 6% ; que tous les autres établissements ont d'autres activités principales que les magasins de nuit ; qu'il ne saurait y avoir de discrimination entre des établissements de nature différente ; Considérant que l'article 16 § 2, alinéa 1er, a) de la loi du 10 novembre 2016 susmentionnée vise "les unités d'établissement dont l'activité principale constitue la vente de journaux, magazines, produits de tabac et articles de fumeurs, cartes téléphoniques et produits de la Loterie nationale" ; que conformément l'article 18 § 4 de la loi du 10 novembre 2016 : "Les unités d'établissement visées à l'article 16, § 2, alinéa 1er, a) et b), ne sont pas soumises aux dispositions de l'article 18 de la loi du 10 novembre 2016 lorsque l'accès du consommateur à l'unité d'établissement et la vente de produits ou de services au consommateur se font uniquement après 5 heures et avant 21 heures";

Revu sa délibération du 07 septembre 2022 relative au Règlement de police organisant les autorisations et les conditions d'exploitation des magasins de nuit et des bureaux privés de télécommunication ;

DECIDE :

De modifier son Règlement de police organisant les autorisations et conditions d'exploitation des magasins de nuit et des bureaux de télécommunication et d'en fixer le texte comme suit :

Règlement de police organisant les autorisations et les conditions d'exploitation des magasins de nuit, des bureaux de privés de télécommunication et des librairies-presse

Article premier : champ d'application

Le présent règlement fixe les conditions d'exploitation des magasins de nuit, des bureaux privés pour les télécommunications et des librairies-presse.

L'ouverture, d'un magasin de nuit ou d'un bureau privé pour les télécommunications, est interdite sans autorisation écrite préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 2 : définitions

Par "**magasin de nuit**", mieux connu sous l'appellation de "night-shop", on entend toute unité d'établissement dont la surface commerciale nette ne dépasse pas 150 m², qui n'exerce aucune autre activité que la vente de produits d'alimentation générale et d'articles ménagers et qui affiche de manière permanente et apparente la mention "magasin de nuit".

Par "**bureau privé pour les télécommunications**", mieux connu sous l'appellation de "phone-shop", on entend toute unité d'établissement accessible au public pour la prestation de tous les services de télécommunications.

Par "**librairie-presse**", on entend toute unité d'établissement dont l'activité principale consiste en la vente de journaux, magazines, produits de tabac et articles fumeurs, cartes téléphoniques et produits de la Loterie nationale.

Par "**exploitant**", on entend toute personne physique ou morale qui supporte le risque de gestion d'un magasin de nuit ou de télécommunication.

Article 3 : conditions d'implantation spatiale

§1. Aucune autorisation d'exploiter un magasin de nuit ou un bureau privé pour les télécommunications ne sera accordée si l'implantation projetée se situe dans une des zones suivantes :

1. Place Colignon
2. Avenue Louis Bertrand
3. Avenue Huart Hamoir
4. Avenue Eugène Demolder
5. Square François Riga
6. Avenue des Azalées
7. Place des Bienfaiteurs
8. Place Princesse Elisabeth

Pour le quartier Terdelt :

1. Rue Alexandre De Craene
2. Rue Julius Hoste
3. Rue Hubert Krains
4. Rue Désiré Desmet
5. Rue Charles Vanderstappen
6. Rue Herman Richir
7. Rue Godefroid Guffens
8. Avenue Raymond Foucart
9. Rue Theo Coopman
10. Rue Vanderhoeft

Pour le quartier des Fleurs :

1. Avenue des Capucines
2. Avenue des Héliotropes
3. Avenue des Jacinthes
4. Rue des Pensées
5. Rue des Mimosas
6. Avenue des Glycines

§ 2. Aucune autorisation d'ouverture d'un nouveau magasin de nuit ou d'un bureau privé de télécommunication ne sera délivrée si l'unité de l'établissement projetée est située dans une zone d'habitation à prédominance résidentielle telle que définie par le Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS);

§ 3. L'implantation d'un magasin de nuit ou d'un bureau privé pour les télécommunications doit se faire dans le respect des critères suivants : dans un périmètre d'un rayon de 300 m dont le centre correspond à l'immeuble faisant l'objet de la demande d'installation d'un bureau privé pour les télécommunications ou d'un magasin de nuit, le quota maximum de bureaux privés pour les télécommunications ou de magasins de nuit admissible, y compris celui faisant l'objet de la demande, est de 4 en liseré de noyau commercial défini par le Plan Régional d'Affectation du Sol et de 2 hors liseré de noyau commercial ;

Les distances dont question ci-dessus sont calculées sur base d'un rayon tracé tout autour de l'établissement

Article 4 : recevabilité de la demande

§ 1. La demande d'autorisation d'implantation et d'exploitation est introduite par le gérant de l'établissement au moyen d'un formulaire dont le modèle sera arrêté par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Cette demande sera introduite avant le début de l'activité commerciale auprès du service commerces : commerces@1030.be.

§2. Une fois le permis d'urbanisme délivré, toute personne souhaitant commencer l'exploitation d'un magasin de nuit ou d'un bureau privé pour les télécommunications, remet à l'administration communale les documents suivants :

1. pour un projet d'exploitation par une personne physique : une copie de la carte d'identité et une photo ainsi que son numéro de téléphone, de GSM et son adresse e-mail ;
2. pour un projet d'exploitation par une personne morale : une copie de la carte d'identité des gérants ou administrateurs, une photo et un numéro de téléphone ainsi que numéro de GSM et e-mail ;
3. un extrait de casier judiciaire du gérant et de chaque administrateur en cas de gérance en personne morale datant de maximum 3 mois au moment de l'introduction de la demande ;
4. en cas de gérance en personne morale, l'extrait intégral des données de l'entreprise délivré par la Banque Carrefour des Entreprises reprenant notamment le numéro d'unité d'établissement ;
5. en cas de gérance en personne morale, une copie des statuts de la société avec cachet du greffe du tribunal de commerce ;
6. la mention du type d'établissement projeté ;
7. les attestations de souscription d'assurances exploitation, incendie et explosion ;
8. l'attestation de souscription d'une assurance responsabilité objectif (pour les surfaces de plus de 50m2) ;
9. l'attestation de souscription d'une assurance « accident du travail » (si du personnel est engagé) ;
10. une attestation de conformité au Règlement général des Installations électriques délivré par un organisme agréé par le SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie ainsi que la transmission du contrôle des installations électriques annuels ;
11. une attestation de conformité des extincteurs ainsi que la transmission du contrôle annuel ;
12. la preuve du paiement des cotisations ONSS ;
13. le cas échéant, une copie de la demande d'autorisation de fabrication ou de mise dans le commerce de denrées alimentaires auprès de l'AFSCA ;
14. copie du permis d'urbanisme ;
15. une copie du contrat d'enlèvement des déchets ;
16. copie du panneau indiquant le jour de fermeture ;
17. autorisation vente alcool tabac auprès des douanes et accise;
18. la preuve du paiement de la redevance relative aux frais de constitution de dossier administratif.

§3. Le Collège des Bourgmestre et Echevins refuse d'accorder l'autorisation d'ouvrir un magasin de nuit ou un bureau privé pour les télécommunications si le demandeur omet de remettre un ou plusieurs documents visés au paragraphe précédent.

Article 5 : traitement de la demande

Pour prendre sa décision, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut se fonder sur un avis des services de police portant sur les risques de trouble à l'ordre public, à la sécurité et au calme qu'un tel commerce peut engendrer et sur les éventuelles recommandations pour prévenir ces risques, sur un avis des services de l'hygiène, ainsi que sur tout autre avis que le Collège des Bourgmestre et Échevins estime opportun.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut refuser d'accorder l'autorisation d'exploiter un magasin de nuit ou un bureau privé pour les télécommunications pour des raisons fondées sur des considérations liées à la localisation spatiale de l'établissement ou au maintien de l'ordre public, de la sécurité et de la tranquillité.

Article 6 : délivrance de l'autorisation

§ 1. L'autorisation est délivrée par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour une durée indéterminée à une personne physique. Au cas où la demande est introduite par la société, celle-ci doit désigner le gérant principal. Celle-ci est adressée au gérant par courrier recommandé.

L'autorisation est personnelle et incessible. Toutefois, en cas de cessation d'activités, le titulaire de l'autorisation peut céder celle-ci par le biais de la déclaration prévue à l'article 12.

§ 2. Cette autorisation doit être demandée et les obligations reprises à l'article 4 respectées, dans les cas suivants :

- Avant l'ouverture ou la réouverture (par exemple suite à un incendie ou à des travaux, etc), d'un commerce de nuit ou de télécommunication (avec n° d'établissement propre) ;
- Avant la reprise (avec ou sans fermeture intermédiaire) d'un établissement dans le cadre d'une cession de fonds de commerce ;
- Avant tout changement d'exploitant, de gérant, d'associé actif et, le cas échéant, de préposé au sein de la société ;
- Avant tout changement d'affectation.

En outre, le moindre changement touchant de près ou de loin l'établissement doit être notifié au plus vite au département « dynamisation économique », service commerces communal.

§ 3. Pour les magasins de télécommunication, l'autorisation précise le nombre d'appareils autorisés.

Article 7 : heures d'ouverture des magasins de nuit

§ 1. Par dérogation à l'article 6, c), de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, l'accès au consommateur est interdit dans les magasins de nuit : avant 18 heures et après une heure.

§ 2. Conformément aux articles 8 et 9 de la loi de 2006, une période de fermeture non interrompue de 24h doit être assurée.

Article 8 : heures d'ouverture des bureaux privés pour les télécommunications

§1. Par dérogation à l'article 6, d), de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, l'accès au consommateur est interdit dans les bureaux privés pour les télécommunications : de 20 heures à 08 heures.

§ 2. Conformément aux articles 8 et 9 de la loi de 2006, une période de fermeture non interrompue de 24h doit être assurée.

Article 9 : heures d'ouverture des librairies-presse

L'accès au consommateur est interdit dans les librairies-presse après 21 heures et avant 5 heures.

Article 10 : entretien des vitrines

Les détenteurs de l'autorisations maintiennent constamment les vitrines extérieures de son établissement en bon état. Elles ne pourront, en aucun cas, être remplacées par des panneaux en bois ou tout autre matériau.

Les vitrines extérieures des bureaux privés pour les télécommunications et des magasins de nuit ne peuvent être occultées sur plus de 20% de leur surface.

Aucune cabine de télécommunication ne peut être établie en vitrine des bureaux privés pour les télécommunications.

Article 11 : entretien du domaine public et protection de l'ordre public

§ 1. Conformément aux articles 17 et 18 du Règlement Général de Police commun aux 19 Communes, les détenteurs de l'autorisation sont responsables de la propreté et du respect de la tranquillité aux abords de l'établissement concerné.

§ 2. Toute mesure utile doit être prise de manière à ce que l'exploitation du magasin de nuit:

1. Ne soit pas à l'origine d'attroupement sur la voie publique et ne perturbe pas le repos des riverains. A cet effet :
 - a) les détenteurs de l'autorisation s'engagent à informer leur clientèle et à l'inciter à respecter la tranquillité des abords de l'établissement concerné ;
 - b) les détenteurs de l'autorisation informent eux-mêmes les services de police en cas d'attroupement de clients devant leur commerce ;
 - c) la diffusion de musique est strictement interdite au sein d'un magasin de nuit ou d'un bureau privé de télécommunication.
2. Ne porte pas atteinte à la propreté du domaine public et des propriétés riveraines conformément aux dispositions du Règlement général de police.

Article 12 : dispositions spécifiques à la vente d'alcool

L'autorisation d'exploitation d'un magasin de nuit et d'un bureau privé de télécommunication précisera que la vente de boissons alcoolisées au-delà de 23h00 est interdite.

Article 13 : déclaration en cas de cession d'établissement

Les cessionnaires de magasins de nuit et de bureaux privés pour les télécommunications sont tenus de faire une déclaration de reprise de commerce, à l'occasion de toute nouvelle exploitation.

Cette déclaration sera introduite auprès du Service commerces : commerces@1030.be

Cette déclaration doit obligatoirement être accompagnée des mêmes documents que ceux exigés dans l'article 4, § 2.

En cas de cession d'établissement, le Collège des Bourgmestre et Échevins refusera d'accorder la reprise dans l'hypothèse où l'établissement ne serait pas en ordre de paiement avec d'éventuelles taxes communales.

Article 14 : incompatibilités

Un établissement ne peut exercer à la fois les activités d'un magasin de nuit avec celles d'un bureau privé pour les télécommunications.

Article 15 : sanctions

Le non-respect des dispositions du présent règlement sera sanctionné soit d'une amende administrative, soit d'une suspension ou d'un retrait administratif de l'autorisation ou de la fermeture administrative de l'établissement à titre temporaire ou définitif, conformément au prescrit de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.

Le Bourgmestre peut également ordonner la fermeture de l'établissement en cas d'exploitation en contravention avec le règlement communal ou la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins conformément à l'article 18, § 3 de la loi du 10 novembre 2006 précitée.

Article 16 : dispositions transitoires

Chaque nouvelle demande, introduite après l'entrée en vigueur de ce règlement, sera évaluée selon les modalités prévues par ce règlement.

Les exploitations existantes doivent être régularisées et adaptées aux modalités prévues par ce règlement au plus tard trois mois après la date d'entrée en vigueur de ce règlement. Au-delà de cette période transitoire, les autorisations existantes sont nulles de plein droit. Le présent règlement entrera en vigueur 5 jours après sa publication.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 16 octobre 2024.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



Le Bourgmestre ff-Président,



Frederic NIMAL

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 16 oktober 2024

Voorwerp nr 13 van de agenda

AANWEZIG: H. Frederic Nimal, wvd Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Mohamed Echouel, Schepenen; Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, Schepenen; HH. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Mevr. Cécile Jodogne, HH. Emin Ozkara, Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, H. Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, H. Matthieu Degrez, Mevr. Leila Lahssaini, Fatima Ben Abbou, HH. Abdelhakim El Karaoui, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, HH. Cedric Mahieu, Elyass El Yakoubi, Mamadou Bah, Quentin Vanbaelen, Maxime Baudaux, Mevr. Marie Gervais, HH. Anthony Baert, Anton Schuurmans, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepen; H. Michel De Herde, Schepen; HH. Sadik Koksall, Ibrahim Donmez, Mevr. Lorraine De Fierlant, H. Taoufik Ben Addi, Mevr. Claire Geraets, Lucie Petre, Emel Dogancan kotaoglu, HH. Hamza Boukhari, Yuri De Belder, Didier Schiffeleers, Mevr. Ange-Raissa Uzanziga, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: H. Matthieu Degrez, Gemeenteraadslid.

#Voorwerp : Politiereglement betreffende de toelatingen en de uitbatingsvoorwaarden van nachtwinkels en private bureaus voor telecommunicatie en krantenwinkels - Wijziging - Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 22 stem(men) tegen 8 en 2 onthouding(en). Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 119 135, § 2 en 137bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het artikel 7 van het decreet van 2 en 17 maart 1791, genoemd « decreet d'Allarde », vervangen door de artikelen II.3 en II.4 van het Wetboek van economisch recht;

Gelet op het artikel 6, c), 6, d), 16 et 18 van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening ;

Gelet op het gewestelijk bestemmingsplan (GBP);

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers;

Gelet op de Koninklijk besluit van 17 februari 2022 tot vaststelling van de omschrijving van de nevenactiviteit uitgeoefend door boekhandelaars;

Gelet op het gemeenschappelijke Algemeen Politiereglement van de 19 Brusselse gemeenten;

Gelet op het besluit van de R.V.S. n°231.202 van 12 mei 2015;

Gelet op het evenredigheidsbeginsel tussen politimaatregelen en beperkingen van de vrijheid van handel en industrie;

Overwegende dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, met name over zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 18 § 1er van de wet betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening:

" Een gemeentelijk reglement kan ieder ontwerp van nachtwinkel, privaat bureau voor telecommunicatie, van één van de vestigingseenheden bedoeld in artikel 16, § 2, eerste lid, a) en b), of seksuitbating voor volwassenen onderwerpen aan een voorafgaande vergunning verleend door het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar de geplande nachtwinkel, privaat bureau voor telecommunicatie, één van de vestigingseenheden bedoeld in artikel 16, § 2, eerste lid, a) en b), of seksuitbating voor volwassenen zal worden uitgebaat"; dat in overeenstemming met artikel 18, § 2 van voornoemde wet "Dit reglement kan ook, op grond van de ruimtelijke ligging en van de handhaving van de openbare orde, veiligheid en rust of ter bescherming van kwetsbaardere burgers, de vestiging en de uitbating , inclusief de openings- en sluitingsuren, van nachtwinkels, private bureaus voor telecommunicatie, vestigingseenheden bedoeld in artikel 16, § 2, eerste lid, a) en b), en seksuitbatingen voor volwassenen] tot een gedeelte van het grondgebied van de gemeente beperken, zonder dat dit kan leiden tot een algemeen verbod of een kwantitatieve beperking op dit soort vestigingen op het grondgebied van de gemeente";

Overwegende dat de vestiging van nachtwinkels en private bureaus voor telecommunicatie in gebieden met een hoge concentratie aan woningen ongepast is, gezien de geluidsoverlast en verstoring van de openbare orde en de problemen op het gebied van netheid die deze winkels veroorzaken;

Overwegende de bijzondere bewakings- en specifieke controlemaatregelen van de politiediensten die door deze activiteiten worden gegenereerd enerzijds en die gekoppeld zijn aan meer interventies door gemeentelijke diensten op het gebied van netheid en openbare veiligheid anderzijds;

Overwegende dat dit type etablissement aanzienlijke overlast veroorzaakt: lawaaiige aankomst en vertrek van klanten, anarchistisch parkeren in de omgeving, kapotte flessen en ander afval in de directe omgeving; dat deze verschillende elementen de invoering van een systeem van voorafgaande toestemming en continue monitoring rechtvaardigen;

Overwegende dat een overdaad aan "telefoonwinkels" en "nacht winkels" schadelijk is voor de kwaliteit en aantrekkelijkheid van de handel in het gebied en dat deze neerwaartse spiraal moet worden beheerst door gerichte acties om de diversiteit en kwaliteit van sommige winkels te wijzigen; dat deze verordening en in het bijzonder de voorwaarden en beperkingen van de opening zijn ingevoerd met het doel het aantal van deze vestigingen te reguleren;

Overwegende dat de bepalingen van dit politiereglement overlast bestrijden en een doordacht lokaal politiebeleid in winkelcentra mogelijk zouden maken;

Gezien de noodzaak om een belangenafweging te vinden tussen de rust van de omwonenden en de continuïteit van een telecommunicatieaanbod als antwoord op de vraag van de burgers;
Gezien het nut van toegang tot bepaalde nachtproducten, maar ook het belang van een goede nachtrust voor omwonenden;
Overwegende dat het verbod op de verkoop van alcoholische dranken na 23.00 uur gerechtvaardigd is door de vastgestelde feiten van openbare orde; dat er geen discriminatie is met andere etablissementen die hetzelfde type product verkopen omdat in cafés en restaurants ter plaatse wordt geconsumeerd en dat voor deze etablissementen andere wettelijke regels gelden; dat het alcoholvolume in dranken die in tankstations worden verkocht, beperkt is tot 6%; dat alle andere etablissementen andere hoofdactiviteiten hebben dan nachtwinkels; dat er geen onderscheid kan worden gemaakt tussen inrichtingen van verschillende aard;
Overwegende dat artikel 16, § 2, a) van voornoemde wet van 10 november 2016 tot doel heeft "de vestigingseenheden waarvan de hoofdactiviteit de verkoop van kranten, tijdschriften, tabak en rookwaren, telefoonkaarten en producten van de Nationale Loterij"; dat overeenkomstig artikel 18, § 4, van de wet van 10 november 2016 "de vestigingseenheden bedoeld in artikel 16, § 2, eerste lid, a) en b), zijn niet onderworpen aan de bepalingen van dit artikel wanneer de toegang van de consument tot de vestigingseenheid en de verkoop van producten aan de consumenten enkel na 5 uur en vóór 21 uur plaatsvinden";
Herzien zijn beraadslaging van 07 september 2022 betreffende het Politiereglement betreffende de toelatingen en de uitbatingsvoorwaarden van nachtwinkels en private bureaus voor telecommunicatie;

BESLUIT :

De wijziging van de Politiereglement betreffende de toelating en de uitbatingsvoorwaarden van nachtwinkels en private bureaus voor telecommunicatie en de tekst ervan als volgt vast te leggen:

Politiereglement betreffende de toelatingen en de uitbatingsvoorwaarden van nachtwinkels en private bureaus voor telecommunicatie en krantenwinkels

Artikel 1: toepassingsgebied

Deze verordening stelt de voorwaarden voor de uitbating van nachtwinkels, private bureaus voor telecommunicatie en krantenwinkels.

De opening van een nachtwinkel of een privaat bureau voor telecommunicatie is verboden zonder de voorafgaande schriftelijke vergunning van het college van Burgemeester en schepenen.

Artikel 2: definities

Met nachtwinkel, beter bekend als "**nachtshop**", bedoelen we elke vestigingseenheid waarvan de netto commerciële oppervlakte niet groter is dan 150 m², die geen andere activiteit uitoefent dan de verkoop van producten algemene voeding en huishoudelijke artikelen en die permanent en zichtbaar de woorden "nachtwinkel" weergeeft.

Een **privaat bureau voor telecommunicatie**, beter bekend als "phoneshop", betekent elke voor het publiek toegankelijke vestigingseenheid voor de levering van alle telecommunicatiediensten.

Met **krantenwinkels** bedoelen we elke vestigingseenheid waarvan de hoofdactiviteit de verkoop kranten, tijdschriften, tabak en rookwaren, telefoonkaarten en producten van de Nationale Loterij uitmaakt.

Met **exploitant** bedoelen we elke natuurlijke of rechtspersoon die het risico draagt om een nacht- of telecommunicatiewinkel te beheren.

Artikel 3: voorwaarden voor de ruimtelijke inplanting

§1. Er wordt geen vergunning verleend om een nachtwinkel of een privaat bureau voor telecommunicatie te exploiteren als de geplande locatie zich in een van de volgende gebieden bevindt :

1. Colignonplein
2. Louis Bertrandlaan
3. Huart Hamoirlaan
4. Eugène Demolderlaan
5. François Rigasquare
6. Azalealaan
7. Weldoenersplein
8. Prinses Elisabethplein

Voor de wijk Terdelt :

1. Alexandre De Craenestraat
2. Julius Hostestraat
3. Hubert Krainsstraat
4. Désiré Desmetstraat
5. Charles Vanderstappenstraat
6. Herman Richirstraat
7. Godefroid Guffensstraat
8. Raymond Foucartlaan
9. Théo Coopmanstraat
10. Victor Vanderhoeftstraat

Voor de Bloemenwijk :

1. Kapucijnbloemenlaan
2. Heliotropenlaan
3. Hyacintenlaan
4. Penseestraat
5. Mimosasstraat
6. Blauweregenlaan

§ 2. Er wordt geen vergunning verleend om een nieuwe nachtwinkel of een particulier telecommunicatiekantoor te openen indien de geplande eenheid van de inrichting is gelegen in een overwegend woongebied zoals gedefinieerd door het Gewestelijk Ruimtelijk Plan (PRAS);

§ 3. De vestiging van een nachtwinkel of een privékantoor voor telecommunicatie moet voldoen aan de volgende criteria: binnen een

omtrek van een straal van 300 meter, waarvan het middelpunt overeenkomt met het gebouw dat het voorwerp uitmaakt van de aanvraag voor de installatie van een privékantoor voor telecommunicatie of een nachtwinkel, het maximum quotum van toelaatbare privékantoren voor telecommunicatie of nachtwinkels, met inbegrip van diegene die het onderwerp van de aanvraag uitmaakt, ligt aan 4 binnen de rand van de in het Gewestelijk bestemmingsplan gedefinieerde bedrijfskern en 2 buiten de bedrijfskern; Bovenstaande afstanden worden berekend op basis van een straal rondom de inrichting

Artikel 4: ontvankelijkheid van het verzoek

§ 1. De aanvraag tot machtiging tot oprichting en exploitatie wordt ingediend door de beheerder van de inrichting door middel van een formulier waarvan het model wordt vastgesteld door het gemeentelijk college.

Dit verzoek zal vóór de start van de commerciële activiteit worden ingediend bij de Dienst Handel: handel@1030.be.

§2. Zodra de stedenbouwkundige vergunning afgeleverd is, moet eenieder die een nachtwinkel of een privaat bureau voor telecommunicatie wenst uit te baten, de volgende documenten overhandigen aan het gemeentebestuur:

1. voor een exploitatieproject door een natuurlijke persoon: een kopie van de identiteitskaart en een foto alsook zijn telefoonnummer, gsm-nummer en e-mailadres;
2. voor een exploitatieproject door een rechtspersoon: een kopie van de identiteitskaart van de beheerder of beheerders, een foto en een telefoonnummer alsook een gsm-nummer en e-mail;
3. een uittreksel uit het strafregister van de exploitant en van elke bestuurder in geval van bestuur als rechtspersoon daterend van niet meer dan 3 maanden op het ogenblik van de indiening van de aanvraag;
4. in het geval van bestuur als rechtspersoon, het volledig uittreksel van de gegevens van de vennootschap uitgegeven door de Kruispuntbank van Ondernemingen, met inbegrip van in het bijzonder het vestigingsnummer;
5. in geval van bestuur als rechtspersoon, een kopie van de statuten met de stempel van de griffie van de rechtbank van koophandel;
6. vermelding van het vooropgestelde type inrichting;
7. attesten van inschrijving op de exploitatie-, brand- en explosieverzekering;
8. het attest van inschrijving op objectieve aansprakelijkheidsverzekering (voor oppervlakten groter dan 50m2);
9. het attest van inschrijving op de verzekering “ongevallen op het werk” (indien personeel wordt aangeworven);
10. een attest van overeenstemming met het Algemeen Reglement voor de Elektrische Installaties afgeleverd door een door de FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie erkende organisatie alsook de overlegging van de jaarlijkse keuring van de elektrische installaties;
11. een gelijkvormigheidsattest van de brandblussers alsook de verzending van de jaarlijkse keuring;
12. bewijs van betaling van sociale zekerheidsbijdragen;
13. in voorkomend geval, een kopie van de aanvraag tot toelating tot de vervaardiging of het op de markt brengen van levensmiddelen van het FAVV;
14. kopie van de stedenbouwkundige vergunning;
15. een kopie van het ophaalcontract voor het afval;
16. kopie van het bord dat de sluitingsdag aangeeft;
17. vergunning om alcohol en tabak te verkopen aan douane en accijnzen;
18. bewijs van betaling van de retributie voor het administratief dossier.

§3. Het college van Burgemeester en Schepenen weigert een machtiging tot het openen van een nachtwinkel of een privékantoor voor telecommunicatie indien de aanvrager een of meer documenten bedoeld in het vorige lid niet kan voorleggen.

Artikel 5: behandeling van de aanvraag

Het College van Burgemeester en Schepenen kan zich bij zijn beslissing baseren op een advies van de politiediensten met betrekking tot de mogelijke verstoring van de openbare orde, veiligheid en rust die dergelijke handel kan veroorzaken en op de eventuele aanbevelingen om deze verstoring te voorkomen, op een advies van de gezondheidssdienst, alsmede over ieder ander oordeel dat het Gemeentecollege opportuun acht.

Het college van Burgemeester en Schepenen kan de vergunning voor de exploitatie van een nachtwinkel of van een privaat bureau voor telecommunicatie weigeren op grond van de ruimtelijke ligging van de handelszaak of van de handhaving van de openbare orde, veiligheid en rust.

Artikel 6: afgifte van toelating

§ 1. De machtiging wordt door het college van Burgemeester en Schepenen voor onbepaalde duur afgeleverd aan een natuurlijke persoon. Indien het verzoek door de vennootschap wordt ingediend, moet deze de hoofdverantwoordelijke aanstellen. Deze wordt aangetekend naar de exploitant gestuurd.

De machtiging is persoonlijk en niet overdraagbaar. In geval van stopzetting van de activiteiten kan de houder van de vergunning deze echter overdragen door middel van de in artikel 12 bedoelde verklaring.

§ 2. Deze machtiging moet worden aangevraagd en de verplichtingen vermeld in artikel 4 worden gerespecteerd in de volgende gevallen:

- Voor de opening of heropening (bijvoorbeeld na brand of werken, enz.), van een nachtwinkel of een telecommunicatiewinkel (met een eigen vestigingsnummer);
- Voor de overname (met of zonder tussentijdse sluiting) van een vestiging in het kader van een verkoop van goodwill;
- Voor elke verandering van operator, manager, actieve partner en, indien van toepassing, functionaris binnen het bedrijf;
- Vóór elke wijziging van de opdracht.

Bovendien moet de kleinste wijziging die rechtstreeks of onrechtstreeks van invloed is op de inrichting, zo snel mogelijk worden gemeld aan de dienst “economische revitalisering”, de gemeentelijke dienst handel.

§ 3. Voor telecommunicatiewinkels specificeert de machtiging het aantal geautoriseerde apparaten.

Artikel 7: openingstijden nachtwinkel

§ 1. In afwijking van artikel 6, c), van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in de handel, ambachten en diensten, is de toegang voor de consument verboden in nachtwinkels: vóór 18u en na één uur.

§ 2. Overeenkomstig de artikelen 8 en 9 van de wet van 2006 moet een ononderbroken sluitingsperiode van 24 uur worden gegarandeerd.

Artikel 8: openingstijden van private bureau voor telecommunicatie

§1. In afwijking van artikel 6, d), van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in de handel, ambachten en diensten, is de toegang voor de consument verboden in een privaat bureau voor telecommunicatie: van 20u tot 8u.

§ 2. Overeenkomstig de artikelen 8 en 9 van de wet van 10 november 2006 moet een ononderbroken sluitingsperiode van 24 uur worden gegarandeerd.

Artikel 9: openingstijden van de krantenwinkels

Toegang voor consumenten is verboden in krantenwinkels na 21.00 uur en vóór 5.00 uur.

Artikel 10: onderhoud van de vitrines

Vergunninghouders houden de buitenramen van hun inrichting voortdurend in goede staat. Ze kunnen in geen geval worden vervangen door houten panelen of enig ander materiaal.

De buitenramen van een privaat bureau voor telecommunicatie en nachtwinkels mogen niet over meer dan 20% van hun oppervlak worden verduisterd.

Er mag geen telecommunicatiecabine in de vitrine worden opgesteld voor een privaat bureau voor telecommunicatie.

Artikel 11: handhaving van het publieke domein en bescherming van de openbare orde

§ 1. Overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het algemeen politiereglement dat de 19 gemeenten gemeen hebben, zijn de vergunninghouders verantwoordelijk voor de netheid en het respect voor de rust rond de betrokken inrichting.

§ 2. Alle nuttige maatregelen moeten worden genomen opdat de werking van de nachtwinkel :

1. Geen drukte veroorzaakt op de openbare weg en de overige omwonenden niet stoort. Voor dit doeleinde:
 - o a) de vergunninghouders verbinden zich ertoe hun klanten te informeren en hen aan te moedigen de rust van de omgeving van de betrokken vestiging te respecteren;
 - o b) de vergunninghouders verwittigen zelf de politiediensten bij een menigte klanten voor hun zaak;
 - o c) het uitzenden van muziek is ten strengste verboden in een nachtwinkel of een particulier telecommunicatiekantoor.
2. Geen afbreuk doen aan de netheid van het openbaar domein en de aangrenzende panden conform de bepalingen van het Algemeen Politiereglement.

Artikel 12: bepalingen specifiek voor de verkoop van alcohol

In de vergunning voor de exploitant van een nachtwinkel en een privaat bureau van telecommunicatie wordt bepaald dat de verkoop van alcoholische dranken na 23:00 uur verboden is.

Artikel 13: aangifte bij overgang van vestiging

De verkrijgers van nachtwinkels en een privaat bureau voor telecommunicatie moeten bij elke nieuwe operatie een verklaring van hervatting van de handel afleggen.

Deze aangifte wordt ingediend bij de Dienst Handel: handel@1030.be.

Deze verklaring moet vergezeld gaan van dezelfde documenten als vereist in artikel 4, § 2.

Bij de overdracht van een vestiging weigert het College van Burgemeester en Schepenen de overname als de vestiging niet in orde is om gemeentelijke belastingen te betalen.

Artikel 14: onverenigbaarheden

Een inrichting mag niet zowel de werkzaamheden van een nachtwinkel als die van een particulier telecommunicatiekantoor uitoefenen.

Artikel 15: sancties

Het niet naleven van de bepalingen van dit reglement wordt bestraft met ofwel een administratieve boete, ofwel door schorsing of administratieve intrekking van de vergunning of administratieve sluiting van de inrichting op tijdelijke of definitieve basis, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 24 Juni 2013 met betrekking tot gemeentelijke administratieve sancties.

De Burgemeester kan ook de sluiting van de inrichting bevelen in geval van werking in strijd met het gemeentelijk reglement of de beslissing van het college van burgemeesters en schepenen overeenkomstig artikel 18, § 3 van voornoemde wet van 10 november 2006.

Artikel 16: overgangsbepalingen

Elke nieuwe aanvraag, ingediend na de inwerkingtreding van dit reglement, zal worden beoordeeld volgens de procedures voorzien in dit reglement.

Bestaande inrichtingen moeten uiterlijk drie maanden na de datum van inwerkingtreding van deze verordening worden geregulariseerd en aangepast zijn aan de procedures waarin deze verordening voorziet. Na deze overgangperiode zijn bestaande machtigingen nietig.

Dit reglement treedt 5 dagen na publicatie in werking.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 16 oktober 2024.

De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De wvd Burgemeester-Voorzitter,



Frederic NIMAL